Le contrôle des matières nucléaires

Présentation

par **Didier LALLEMAND,**

Haut Fonctionnaire de Défense

ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie

La France a développé dans la deuxième moitié du vingtième siècle, de manière volontariste, un programme nucléaire de grande ampleur. Ce programme, civil et militaire, couvre aujourd'hui l'ensemble du cycle du combustible nucléaire, une part majoritaire de production d'électricité d'origine nucléaire, ainsi que de nombreuses installations d'essai et de recherche.

Le point commun à toutes ces installations est la mise en œuvre de matières fissiles ou fertiles.

Pendant longtemps le Commissariat à l'énergie atomique, établissement public de l'Etat, était le seul propriétaire des matières nucléaires existant sur le territoire français. L'évolution survenue au cours des années 1970, en raison du développement de l'énergie nucléaire et de son passage au stade industriel, s'est traduite par la multiplication des intervenants dans le cycle du combustible nucléaire.

Par ailleurs, il est apparu vers la même époque que le vol d'uranium ou de plutonium pour fabriquer un dispositif explosif nucléaire, le sabotage d'une installation nucléaire ou d'un conteneur de matières nucléaires en cours de transport, susceptible d'entraîner un risque radiologique pour la population, étaient des menaces à prendre en compte.

Cette prise en compte s'exerce dans le cadre de la responsabilité de l'Etat français vis-à-vis de ses citoyens, mais également vis-à-vis de la communauté internationale.

Dans le cadre de la réglementation nationale mise en place en 1980, la responsabilité première est celle des exploitants, qui doivent connaître en permanence la quantité, la qualité, la localisation des matières nucléaires qu'ils détiennent. Ceci nécessite de leur part une organisation du suivi et de la comptabilité des matières nucléaires, complétée par une protection efficace contre le vol ou le sabotage. L'organisation française prévoit un contrôle de la bonne application de cette réglementation dans les installations nucléaires et lors des transports de matières nucléaires par le ministre en charge de l'industrie, avec l'appui technique de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire.

Pour la communauté internationale, l'élément fondateur de la non-prolifération est l'entrée en vigueur du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) le 5 mars 1970. Sa vérification en est confiée à l'AIEA qui, par des inspections et des mesures basées sur le suivi et la comptabilité des matières nucléaires, est chargée de confirmer l'usage pacifique des matières placées sous son contrôle. Son action est complétée en Europe par EURATOM.

L'ensemble des acteurs de ce domaine, pouvoirs publics et organismes internationaux, industriels et experts, ont pour mission commune, chacun dans son domaine de responsabilité, de garantir un usage maîtrisé des matières et des installations nucléaires, au service de l'intérêt commun.